

**Point de presse de la porte-parole -
Irlande/Entretiens de M. Jean-Yves
Le Drian et de Mme Nathalie
Loiseau avec M. Simon Coveney,
vice-Premier ministre et ministre
irlandais des affaires étrangères et
du commerce - Maroc/Entretien de
M. Jean-Yves Le Drian avec son
homologue marocain - Armes
chimiques/Entretien de M.
Jean-Yves Le Drian avec le
Directeur général de l'organisation
d'interdiction des armes chimiques,
M. Fernando Arias - République
centrafricaine/Déplacement de M.
Jean-Yves Le Drian -
Pakistan/Acquittement de Mme
Asia Bibi par la Cour suprême -
Iran**

(Paris, 31 octobre 2018)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu à la question suivantes :

1 - Irlande - Entretiens de M. Jean-Yves Le Drian et de Mme Nathalie Loiseau avec M. Simon Coveney, vice-Premier ministre et ministre irlandais des affaires étrangères et du commerce (31 octobre 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, et Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, auront cet après-midi des entretiens avec le Tanaiste M. Simon Coveney, vice-Premier ministre et ministre irlandais des affaires étrangères et du commerce. Sa visite s'inscrit dans cadre du dialogue régulier que la France entretient avec l'Irlande.

Lors de son entretien, M. Le Drian évoquera en particulier la négociation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, y compris le développement des voies de transport entre l'Irlande et la France. La France est solidaire de l'Irlande sur la nécessité de garantir l'absence de frontière physique avec l'Irlande du Nord après le retrait britannique.

Les ministres aborderont également le processus de paix au Proche Orient. Comme lors de

leurs précédentes rencontres, MM. Le Drian et Coveney traiteront des relations avec l'Afrique. Nos deux pays partagent en effet la conviction qu'un investissement important de l'Union européenne est nécessaire pour que l'Afrique soit à même de relever nos défis communs, y compris migratoires. Les questions relatives à la sécurité de l'Europe seront également abordées.

L'entretien avec Mme Loiseau permettra de poursuivre les échanges sur le Brexit. Les ministres évoqueront également le prochain cadre financier pluriannuel. Nos deux pays partagent en particulier la même position sur le maintien du budget de la politique agricole commune. Mme Loiseau évoquera aussi la fiscalité sur les services numériques et notre souhait de voir la proposition de la Commission européenne adoptée d'ici la fin de l'année.

2 - Maroc - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec son homologue marocain (Paris, 31 octobre 2018)

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, recevra ce jour son homologue marocain, le ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale, M. Nasser Bourita.

MM. Le Drian et Bourita évoqueront les questions régionales et internationales. Le Maroc est un partenaire important de la France face à l'instabilité régionale, notamment au Sahel et en Libye.

Les deux ministres aborderont également la lutte contre le terrorisme, qui touche les deux rives de la Méditerranée. Le Maroc est à cet égard un allié précieux de la France, et contribue efficacement à ce combat commun.

Les ministres aborderont les principaux projets économiques bilatéraux et notamment la ligne grande vitesse entre Kenitra et Tanger ainsi que les activités des filiales d'entreprises françaises implantées au Maroc, qui participent pleinement aux stratégies de développement économique et social du Maroc.

Cette visite permettra un dialogue approfondi sur les moyens de renforcer encore le partenariat d'exception qui lie nos deux pays. La France est le premier investisseur étranger au Maroc, son deuxième fournisseur (4,3 milliards d'euros d'exportations en 2016) et son deuxième client (4,2 milliards d'euros d'importations en 2016). Notre coopération scolaire est exceptionnelle : les Marocains représentent le premier contingent d'étudiants étrangers en France (37.000), tandis que la France déploie au Maroc le deuxième réseau scolaire français au monde avec près de 38.000 élèves.

3 - Armes chimiques - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec le Directeur général de l'organisation d'interdiction des armes chimiques, M. Fernando Arias (31 octobre 2018)

Jean-Yves Le Drian reçoit aujourd'hui M. Fernando Arias, directeur général de l'organisation

pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC).

Cette rencontre se tient dans un contexte de réémergence globale des armes chimiques, employées depuis 2012 par des acteurs étatiques et non étatiques au Levant, en Asie et en 2018, en Europe, sur le territoire du Royaume-Uni. Le ministre marquera que ces événements et ce contexte exigent une réponse forte de l'OIAC.

M. Le Drian et M. Arias feront un point sur le dossier chimique syrien, en particulier les fortes incertitudes qui demeurent sur la déclaration initiale syrienne à l'OIAC et les enquêtes en cours sur les cas d'emplois d'agents toxiques recensés en Syrie par l'organisation au cours de l'année 2018.

Le ministre évoquera avec son interlocuteur la mise en oeuvre de la décision adoptée en juin dernier pour renforcer les moyens de l'Organisation, qui prévoit en particulier la création d'un mécanisme d'attribution chargé d'identifier les auteurs d'emplois d'armes chimiques en Syrie. De tels mécanismes sont indispensables pour réaffirmer l'interdiction d'employer ces armes et pour dissuader de leur utilisation.

M. Le Drian rappellera que la protection du régime de non-prolifération chimique est essentielle à la préservation de notre système de sécurité collective et qu'il en va de la responsabilité des Etats parties à la Convention de la protéger et de s'engager pour n'accepter aucune impunité pour tous les acteurs impliqués dans l'emploi de ces armes, le développement de programmes militaires chimiques ou le transfert de matières sensibles ou à double usage vers des laboratoires des pays proliférant.

C'est dans cet esprit que la France a lancé le 23 janvier 2018 un partenariat international contre l'impunité de l'utilisation d'armes chimiques. Rejoint par 38 Etats et l'Union européenne, le partenariat a rendu public sur son site internet les noms de plus de deux cent individus et entités sanctionnés pour leur rôle dans l'emploi ou la prolifération de ces armes.

4 - République centrafricaine - Déplacement de M. Jean-Yves Le Drian (1er et 2 novembre 2018)

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, se rendra à Bangui les 1er et 2 novembre prochain.

Il sera reçu par le président Touadéra et s'entretiendra avec son homologue M. Charles Arnel Doubane. Lors de ses entretiens, le ministre marquera l'importance de l'engagement de la France aux côtés de la République centrafricaine, et notre volonté de poursuivre et de renforcer notre engagement dans tous les domaines. Il rappellera le plein soutien de la France à l'Initiative africaine de paix, qui vise à trouver une solution pérenne à la crise en République centrafricaine et qui est le seul cadre soutenu par les pays de la région et susceptible d'aboutir à un accord global avec les groupes armés. Le ministre rencontrera les représentants du panel de facilitateurs de cette initiative.

M. Le Drian s'entretiendra avec le Représentant spécial du secrétaire général des Nations unies et chef de la MINUSCA, M. Parfait Onanga et visitera le dispositif de la mission de formation européenne EUTM RCA, qui joue un rôle essentiel dans le renforcement des forces armées centrafricaines (FACA) et dont la France est le premier contributeur.

Le ministre annoncera un accroissement de l'aide bilatérale au bénéfice de la République centrafricaine, dans les domaines humanitaires et du développement.

Le ministre visitera un projet mis en oeuvre par l'ONG française ACTED qui est l'une des ONG les plus impliquées en République centrafricaine.

5 - Pakistan - Acquittement de Mme Asia Bibi par la Cour suprême

La France salue la décision de la justice pakistanaise d'acquittement de Mme Asia Bibi.

Nous rappelons notre profond attachement à la liberté de religion, à la liberté d'expression et d'opinion.

6 - Iran

Q - Souhaitez-vous, comme le Danemark, qu'une discussion ait lieu au sein de l'Union européenne sur la nécessité de prendre des sanctions supplémentaires contre l'Iran ?

R - Les autorités danoises ont informé la France de la tentative d'attaque préparée sur leur sol par un service de renseignement iranien. La France les assure de sa pleine solidarité.

Elle-même confrontée sur son territoire à une tentative d'attentat déjouée le 30 juin dernier, la France a adopté le 2 octobre des mesures ciblées et proportionnées à l'encontre de ses responsables iraniens.

Le président de la République et le ministre ont régulièrement indiqué à leurs homologues iraniens notre inquiétude vis-à-vis des actions déstabilisatrices de l'Iran dans sa région et au-delà. Téhéran doit adopter un comportement international responsable.

Toute atteinte contre le territoire national ou contre celui d'un Etat membre de l'Union européenne est intolérable et ne saurait rester sans une réaction ferme./.